

Les dettes étudiantes représentent une forte source d'inquiétude au Japon

vendredi 20 avril 2018, par [TERAMOTO Tsutomu](#) (Date de rédaction antérieure : 11 avril 2018).

Au Japon, le problème de la dette étudiante est tellement grave qu'en avril dernier, le gouvernement a enfin lancé un programme de bourses d'étude. Malgré ses limites, sa mise en œuvre n'a été possible que grâce à la pression des mouvements sociaux. Cette année, près de 25.000 étudiants en ont bénéficié. Ce qui ne veut pas dire que le problème est résolu.

Je vais m'efforcer d'expliquer ce qu'est le problème de la dette étudiante au Japon. Mais tout d'abord, pour bien faire comprendre le contexte dans lequel il s'inscrit, je vais résumer la situation économique du Japon.

L'« Abenomie » (« *Abenomics* ») est le nom donné aux politiques économiques prônées par le Premier Ministre Shinzō Abe depuis 2013. Ces mesures reposent sur trois volets (appelés « flèches ») :

1. l'assouplissement monétaire,
2. les incitants budgétaires,
3. les réformes structurelles.

La dette du gouvernement équivaut à 253 % du PIB. La banque du Japon, la *banque centrale* japonaise, en détient 43,2 % tandis qu'environ 40 % sont détenus par des banques privées. Le gouvernement emprunte et rembourse tous les ans : dans le budget national de 2018, 34,5% des recettes est de la dette publique et 23,8% des dépenses correspondent au remboursement de la dette publique.

La situation économique actuelle est le résultat de l'« Abenomie ». Les réserves propres des entreprises non-financières se montent à 406,23 billions de JPY (mars 2017), soit environ 4 billions de dollars. Mais les salaires réels des travailleurs diminuent depuis 1997. Les entreprises ne distribuent jamais leurs bénéfices aux travailleurs. Le taux de chômage est tombé à 2,4% (janvier 2018), le taux le plus bas depuis mars 1993. Le taux de chômage diminue depuis des années. Il y a même pénurie de main d'œuvre dans certains secteurs, comme la construction, la restauration, les transports. Cette pénurie est en partie compensée par la main d'œuvre immigrée : 1,2 millions de travailleurs étrangers se trouvent actuellement au Japon. Cela fait également des décennies que le taux d'emplois informels augmente, surtout chez les femmes et les jeunes. Par ailleurs l'écart entre riches et pauvres continue à grandir. Les problèmes liés à la pauvreté, surtout chez les femmes, les personnes âgées et les enfants, sont de plus en plus graves. Le Japon figure à la 34^e position sur 41 pays développés selon l'indicateur UNICEF de la pauvreté chez les enfants.

Un article du *Japan Times*, qui parle de l'avenir incertain d'étudiants accablés de dettes (29 décembre 2016), est révélateur de la situation. En voici quelques extraits.

« Kengo Kyogoku emprunte environ ¥122000 (\$1035) par mois en plus de sa bourse et d'un travail à temps partiel parce que sa mère ne peut pas payer les droits d'inscription à la prestigieuse université Waseda de Tokyo. »

« C'est une somme écrasante, » nous dit Kyogoku, un étudiant de 2^e année en informatique et communication. « Rien que d'y penser ça me déprime. Je me demande si je de vrai passer ma vie à la rembourser. Mais je n'ai pas le choix. » « Le cas de Kyogoku devient la norme plutôt que l'exception au Japon, où plus de la moitié des étudiants universitaires ont désormais besoin d'une aide financière. Auparavant les emprunts étaient rares dans la mesure où la plupart des étudiants venaient de familles aisées qui pouvaient payer les droits d'inscription. Aujourd'hui les parents héritent de décennies de glaciation économique : moins d'emplois permettant de faire vivre une famille et moins d'épargne, ce qui génère un sentiment d'inégalité entre générations. »

Ce n'est là qu'un exemple de jeunes qui s'endettent et se tracassent pour leur avenir.

Au Japon, il y a très peu de véritables bourses d'étude. Mais les prêts JASSO sont appelés "bourses", ce qui est source de confusion.

JASSO (l'organisation des services aux étudiants japonais) a lancé des prêts étudiants avec intérêt ainsi que le plan Espoir 21 (qui permet à quasi n'importe quel étudiant de contracter un prêt).

Les prêts étudiants JASSO représentent 9 179,3 milliards de JPY en tout (environ 90 milliards de dollars US), 6 % de la dette étudiante aux États-Unis. Ces prêts sont soit sans intérêt (limités par les revenus du ménage et les résultats de l'étudiant) soit avec intérêt (le *taux d'intérêt* annuel était de 0,33 % en 2017, mais de 1,52 % en 2010).

L'ensemble des sommes prêtées par étudiant en moyenne est de 2 370 000 JPY (environ 22 000 dollars) pour les prêts sans intérêt et de 3 430 000 JPY (environ 32 000 dollars) pour les prêts avec intérêt. Ces derniers temps, le nombre d'étudiants contractant un prêt avec intérêt a diminué, mais seulement à cause de la gravité du problème de la dette étudiante, dont le public est maintenant conscient grâce aux mouvements qui la combattent.

Les fonds pour les prêts étudiants proviennent du gouvernement par le biais d'investissements budgétaires et d'un programme de prêts, d'*obligations* JASSO (120 milliards de JPY en 2016), de banques privées (300 milliards de JPY en 2016) et du remboursement par les emprunteurs.

Pourquoi les emprunts étudiants augmentent-ils ainsi ? Il y a trois raisons principales :

1. La part des dépenses publiques consacrées à l'enseignement est beaucoup plus restreinte au Japon que dans d'autres pays.
2. Les droits d'inscription augmentent depuis des décennies. En 2014, les droits d'inscription moyens annuels pour une université privée étaient de 864 384 JPY (environ 8 000 dollars). Quand il s'inscrit dans une université privée, l'étudiant doit en plus compter sur 1 311 644 JPY de frais (environ 12 250 dollars). Et 80 % des étudiants s'inscrivent dans des universités privées.
3. Les revenus des ménages et les salaires de travailleurs ont diminué de façon spectaculaire depuis les années 1990.

Comment les jeunes peuvent-ils rembourser leurs emprunts ? Les diplômés ne trouvent pas toujours d'emplois assez bien payés. Pourtant le remboursement commence sept mois après la fin des études. Le taux de non-remboursement est très bas, 1,9 % en 2017, en partie à cause de sanctions très lourdes en cas de défaut de paiement (augmentation drastique du taux d'intérêt), mesures de

recouvrement très dures (recouvrement par des agences reliées à des bases de données et actions juridiques comme la saisie des dépôts bancaires et des salaires).

Comment le problème de la dette étudiante peut-il être résolu ? Nous devons nous battre pour les objectifs suivants :

1. Une augmentation spectaculaire des dépenses pour l'enseignement, y compris la gratuité de l'accès aux universités publiques.
2. De véritables bourses d'étude pour tous les étudiants qui ont besoin d'aide financière.
3. Réduction et exemption de remboursement pour les emprunteurs qui ne peuvent pas rembourser leur dette.

Mais dans le cadre du système néolibéral, il est impossible de satisfaire ces exigences. Il faut changer le système.

Tsutomu Teramoto— ATTAC Japon (membre du CADTM).

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

Le 7^e atelier régional du CADTM Asie du Sud s'est tenu avec succès à Colombo (Sri Lanka) du 6 au 8 avril 2018, en présence de délégué-e-s du Sri Lanka, de l'Inde, du Pakistan, du Bangladesh, du Népal, du Japon, de Belgique et de France. Au total, une quarantaine de participant-e-s, en grande majorité représentants de mouvements sociaux (mouvements paysans, féministes, syndicalistes, etc.) se sont réunis pendant cet atelier d'une durée de trois jours. Différents sujets ont été abordés durant cette rencontre, tels que les politiques d'endettement externe du Sri Lanka, les investissements et prêts chinois en Asie du Sud ainsi que d'autres accords bilatéraux prédateurs dans la région, les dettes des grandes entreprises privées, les dettes privées des individus telles que les dettes étudiantes au Japon et, en particulier, les prêts de microfinance faits aux pauvres au Sri Lanka et dans la région, porteurs d'effets dévastateurs. Nous avons conclu cet atelier en discutant des perspectives de mobilisation contre les dettes publiques et privées qui font partie intégrante d'un système capitaliste destructeur. La perspective d'un audit des dettes publiques et privées, qui serait porté par les victimes de la dette et par les militant-e-s mobilisé-e-s autour de ces questions, a été mise en avant.

Source : <http://www.cadtm.org/Dans-un-contexte-de-difficultes>